

## HISTOIRE

**8 mai 1945** Pourquoi falsifier l'histoire ?

Elle fut suffisamment dramatique. Mais il fallait la rendre épouvantable pour pouvoir justifier ensuite la terreur du FLN.

# Les mensonges de Sétif

Par FRANÇOIS  
D'ORCIVAL

**R**achid Bouchareb, le réalisateur du film *Hors-la-loi* (qui a fait un flop sur les écrans français), a vu des centaines de tués allongés et alignés sur les trottoirs de Sétif ; il a vu des hommes tirer des balcons, des soldats français procéder à des exécutions sommaires ; il a même vu des miliciens faire feu avec des fusils de chasse sur des manifestants musulmans pacifistes et désarmés.

Cette vision "cinématographique" de la tragédie de Sétif, le 8 mai 1945, a déclenché des passions justifiées contre son film. Est-il excusable ? Né à Paris de parents algériens, et non en Algérie, huit ans après les faits, Rachid Bouchareb ne fait qu'épouser la version algérienne de l'histoire. Celle qui a été forgée pour que la France plie le genou de la repentance et du remords. Ici, la vérité historique importe peu : c'est d'une "reconstruction" qu'il s'agit.

Roger Vétillard n'est pas algérien, mais il est né à Sétif et en 1945. Il n'est ni journaliste ni historien mais médecin, un professionnel méticuleux et persévérant qui a voulu rassembler tout ce qui existait sur cette tragédie, laquelle l'a d'autant plus marqué qu'il devait y perdre deux cousins, avant que la guerre d'Algérie ne vienne bouleverser sa famille. Il a publié deux gros ouvrages sur le sujet et affirme, pièces à l'appui, que le « nombre de fausses informations qui circulent à propos des événements de mai 1945 est à peine imaginable ». Il s'agit bien des « événements de mai 1945 » et non pas de la seule émeute de Sétif. Or on a lu tantôt que, "selon les autorités françaises", ces événements auraient provoqué la mort de 15 000 Algériens, et tantôt de 45 000, selon les autorités algériennes... Les émeutes et la répression se sont déroulées du 8 au 22 mai 1945, soit durant quinze jours : l'armée,

la police, la gendarmerie françaises, les milices armées ont-elles pu faire entre 1 000 et 3 000 tués par jour – c'est-à-dire dix ou vingt fois plus par jour que durant la guerre d'Algérie elle-même ?

Les archives existent, rapports de police, témoignages, comptes-rendus militaires, ordres échangés ; il y a même eu une thèse sur le sujet. Le service historique des armées a publié l'essentiel des pièces il y a déjà vingt ans. Roger Vétillard a repris dans son étude (parue en 2008) toute la matière disponible. L'historien Jean-Louis Planche a lui aussi cherché à reconstituer scrupuleusement la vérité.

**Les drapeaux doivent être retirés, un policier tire...**

Sétif est à l'époque une ville de 40 000 habitants située à 300 kilomètres à l'est d'Alger, dans le Constantinois. Le matin du 8 mai 1945, un cortège que l'on évaluera entre 4 000 et 8 000 manifestants, conduits par 200 scouts musulmans, se dirige vers le monument aux morts pour célébrer la victoire. C'est la raison pour laquelle, dans un pays qui est encore en état de siège, ce défilé est autorisé. Mais surgissent alors dans la foule des drapeaux algériens interdits, des banderoles nationalistes pour célébrer l'"Algérie indépendante". Tout cela a été préparé. Le sous-préfet appelle la troupe pour dresser un barrage, mais ses hommes sont en petit nombre : les drapeaux doivent être retirés. Un policier tente de s'en emparer. « C'est le signal

de la bagarre », écrit alors le général Henry Martin, qui commande le 19<sup>e</sup> corps d'armée à Alger. *Des coups de feu éclatent ; les manifestants se répandent dans la ville, assaillant à coups de feu, de couteau ou de bâton, les Européens rencontrés. On entend : "Tuons les Européens"... »*

Qui a tiré le premier ? Il semble bien que ce soit le policier, pour se dégager. En l'air ou à bout portant ? Un jeune manifestant tombe. Affolement. Des jeunes gens se mettent à attaquer le commissariat central. Puis c'est le déchaînement : jardiniers, commerçants, employés, colons, un directeur d'école, sont sauvagement agressés, atrocement mutilés. Le maire de la ville, socialiste nommé par les autorités de Vichy, est tué ; le chef de la section locale du parti communiste a les deux poignets tranchés. Le soir, on relève quatre morts parmi les émeutiers, mais vingt-huit parmi les Européens et quarante-sept blessés graves. À partir de ce moment, l'émeute s'étend dans tout le Constantinois.

Pour comprendre le déchaînement, ces événements doivent être situés dans le contexte du moment. L'Algérie compte alors trois départements français, soit six à sept millions d'"indigènes" musulmans et huit cent mille Européens. Alger a abrité le gouvernement provisoire du général de Gaulle, le pays a été bouleversé par les convulsions politiques qui ont déchiré les Français. Le 10 février 1943, influencé par le kémalisme, le panarabisme et la propagande



**Le général Henry Martin reçoit la reddition des tribus du Constantinois après deux semaines d'émeutes.**

*Affirmez la volonté de la France de ne laisser porter aucune atteinte à sa souveraineté.*

moment où il le nomme en Algérie, au mois d'août 1944, le général de Gaulle donne au général Martin une consigne stricte : « Empêcher l'Afrique du Nord de glisser entre nos doigts pendant que nous libérons la France. »

Les événements étrangers précipitent les choses : le Japon humilie la France à Hanoi, le 9 mars 1945. La conférence des Nations unies qui s'ouvre le 25 avril à San Francisco fait miroiter leur indépendance aux peuples encore sous tutelle impériale. Une rébellion surgit en Syrie et au Liban, le Général doit y envoyer des renforts et bombarder Damas, avant de céder sous la pression britannique. « *En Algérie, écrit-il dans ses Mémoires de guerre, un commencement d'insurrection, survenu dans le Constantinois et synchronisé avec les émeutes syriennes, a été étouffé par le gouverneur général Chataigneau.* » Dès le 1<sup>er</sup> mai, des incidents ont en effet éclaté à Alger (la police a tiré), à Oran, à Mostaganem et ailleurs. On crie « À bas la France » et « À bas les juifs ». Les autorités redoutent la répétition de ces incidents au moment

où l'Allemagne capitule ; la troupe est consignée.

Au lendemain de la terrible journée de Sétif, l'insurrection se répand. Elle éclate à Guelma, sous préfecture de 16 000 habitants dont 4 000 Européens. L'émeute dure cinq jours de suite. Au début, la police et la troupe ont tiré en l'air. Mais cela dégénère. « À bas de Gaulle ! À bas Churchill et les juifs ! » Le jeune sous-préfet de Guelma, gaulliste musclé, héros de la Résistance, André Achiary, ne dispose pour maintenir l'ordre que d'un faible dispositif. Il décide de former des milices d'Européens armés. Et là se produisent des représailles et des exécutions sommaires.

Le 11 mai, les autorités d'Alger ont reçu un télégramme du général de Gaulle : « *Veillez affirmer publiquement la volonté de la France victorieuse de ne laisser porter aucune atteinte à la souveraineté française sur l'Algérie. Veillez prendre toutes mesures nécessaires pour réprimer tous agissements antifrancsais d'une minorité d'agitateurs.* » Le com-

allemande qui cherche à soulever les populations locales contre la tutelle française, Messali Hadj, créateur du Parti populaire algérien, lance un manifeste réclamant le pouvoir et l'indépendance. Un pharmacien de Sétif, précisément, Ferhat Abbas, se joint à lui. Pour calmer ces revendications, le général de Gaulle publie le 7 mars 1944 une ordonnance reconnaissant à tous les habitants d'Algérie l'égalité des droits, mais sans leur accorder la citoyenneté française et le droit de vote. « *Trop tard* », commente Ferhat Abbas.

L'agitation antifrancsaise, alimentée par différentes sources, se développe. Quelques-uns des trente mille prisonniers allemands, internés – et oubliés – dans leurs prisons du Constantinois, parviennent à s'évader ; certains rejoignent les rangs des insurgés. Au

## HISTOIRE FALSIFIÉE par des photos truquées ou se rapportant à d'autres événements- comme ci-dessous



Ces corps allongés, Rachid Bouchareb ("Hors-la-loi") les a vus à Sétif, le 8 mai 1945. Mais cette photo a été prise le 20 août 1955 à Philippeville. Elle a été utilisée pour dénoncer l'un ou l'autre camp. Ce jour-là, les massacres ont été déclenchés par la wilaya FLN du Constantinois : on relèvera 123 tués dont 71 Européens. Ces atrocités provoquent de sanglantes représailles : il y aura 1 273 morts dans les rangs du FLN.

mandement militaire estimera le nombre des insurgés à 40 000. « Dès l'annonce des premières révoltes, observe Roger Vétillard, les chars, l'aviation, dans une moindre mesure l'artillerie et, plus tard, la marine, participent à la remise en ordre du territoire. »

*"Le mouvement n'avait pas pour but initial la guerre sainte, mais cela fut employé pour décider la masse et la fanatiser."*

Conformément aux consignes reçues de Paris, la répression est sans pitié. Des villages situés autour de Sétif, Guelma et Kherrata, sont rasés. L'historien Jean Lacouture a également retenu que « des unités de troupes noires tuèrent et pillèrent pendant quarante-huit heures ». Ces différents faits nourrissent l'accusation des massacres. Ce qui ressort des archives militaires et des travaux de Vétillard en tempère non la réalité mais la dimension. Ainsi, de combien d'avions l'état-major dispose-t-il pour ses opérations ? De douze chasseurs et douze bombardiers légers. Combien

effectuent-ils de missions d'assaut ? Vingt en quinze jours. La marine ? Un croiseur, le *Duguay-Trouin*, au large de Bougie. Le 10 mai, au plus fort de l'insurrection, il tire vingt-trois coups de 155 pour disperser des rassemblements des tribus insurgées.

Relevées en 1945, les pertes côté européen sont, selon les sources, de 102 à 113 victimes : il y a deux fois plus de blessés. À cela s'ajoutent quelque 800 musulmans assassinés par les émeutiers pour leur francophilie. Côté musulman, le commandement militaire dénombre alors 2 628 tués ; le quotidien *l'Humanité* cite à l'époque le chiffre de 6 000. C'est la radio du Caire qui, la première, parlera de 45 000 victimes, bilan qui sera par la suite officialisé par le régime algérien. Plus on s'éloigne des événements, plus le chiffre gonfle : le 8 mai 2003, le quotidien officiel du parti gouvernemental, *El Mondjahid*, cite le chiffre de 100 000 ! Les corps ont-ils tous disparu dans la chaux vive ?

Qui furent donc les responsables de cette répression ? Le gouverneur général de l'Algérie, Yves Chataigneau, était un gaulliste que les pieds-noirs avaient baptisé Mohammed en raison de ses

sympathies musulmanes ; il agissait sous les ordres du ministre de l'Intérieur, le socialiste Adrien Tixier ; le ministre de l'Air, responsable des ordres donnés à l'armée de l'air, était le communiste Charles Tillon. « Le mouvement insurrectionnel, écrit le général Martin, n'a pas été l'œuvre de familles mais de fanatiques et de racistes. Le mouvement n'avait pas pour but initial la guerre sainte, mais cet argument fut employé par les meneurs pour décider la masse et la fanatiser... »

Était-il nécessaire de faire passer cette terrible répression pour de la barbarie, d'en gonfler jusqu'à l'absurde le nombre des victimes ? Sans doute le fallait-il pour excuser et justifier les massacres du FLN qui allaient commencer neuf années plus tard.